

Séance ordinaire du lundi 26 juillet 2021

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-six juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Commerces de proximité, artisanat et tourisme

Présents :

Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Elodie BRUN-MANDON, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Elodie BRUN-MANDON, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Bernard TRAVIER

Révision du règlement des terrasses et des étalages - Approbation

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a adopté un règlement municipal des terrasses et étalages depuis le 26 avril 2012. Ce règlement élaboré en concertation avec la Chambre consultative et le Syndicat professionnel du secteur concerné, avait pour objectif d'encadrer, avec une vingtaine d'articles, les différents types de terrasses et d'étalages possibles sur le domaine public ainsi que les modalités d'exploitations, imposées aux gérants.

Toutes les autorisations délivrées depuis son adoption en 2012, que ce soit pour un accord ou un refus, s'appuient sur les règles édictées dans ce règlement. Chaque année, la Collectivité délivre environ 600 autorisations ; chiffre qui fluctue en raison des fermetures d'établissements, des changements de gérants ou d'ouvertures de nouveaux locaux commerciaux.

Depuis 2012, la Ville de Montpellier a constaté une évolution dans la qualité des demandes émanant des professionnels, avec une tendance générale à accroître la surface commerciale et à tenter de limiter les aléas climatiques à l'aide de bâches ou dispositifs latéraux pour protéger la clientèle contre les intempéries, mais aussi une grande diversité dans le choix du mobilier lié aux terrasses et aux étalages, et des accessoires agrémentant les terrasses.

Forte de ces constats, la Ville de Montpellier a décidé de mieux définir certaines prescriptions du règlement afin de répondre au mieux aux demandes des professionnels, tout en respectant un équilibre dans le partage de l'espace public et en favorisant une certaine harmonie entre le mobilier choisi par les demandeurs, et la valorisation d'un environnement patrimonial remarquable.

La question du changement climatique et de sa prise en compte dans l'élaboration des documents administratifs locaux tel que le règlement des terrasses et des étalages, est aussi un élément nécessitant une adaptation de la règle.

Dans un premier temps, l'actuel règlement sera ajusté afin de mieux répondre à une souplesse de gestion, à la réalité de terrain, aux demandes des commerçants et au changement climatique, tout en gardant à l'esprit la requalification et la protection de l'espace public et du patrimoine, particulièrement la place de la Comédie, projet majeur de ce mandat.

Dans un second temps, une refonte plus en profondeur du règlement sera engagée par la Collectivité dès septembre 2021. Une équipe pluridisciplinaire appuiera la Ville ainsi que la Chambre consulaire et le Syndicat professionnel afin d'avoir une approche plus globale et complète de l'occupation commerciale du domaine public.

L'objectif poursuivi est d'autoriser des installations qualitatives sur l'espace public, tout en respectant les autres usagers et en mettant en valeur le patrimoine montpelliérain. Tout le travail de la Ville, soutenue par l'équipe choisie, se fera en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés par cette refonte réglementaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la révision du règlement des terrasses et des étalages ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 3 août 2021

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 3 août 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- REVISION DU REGLEMENT DES TERRASSES ET DES ETALAGES 23 07 21.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210726-164509-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 03/08/21
Réception en Préfecture : 03/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.